

Marche républicaine « pour Charlie » : des disparités de mobilisation lourdes de sens

Récemment publiés

- » N°120 : Election législative partielle de l'Aube : quels enseignements ?
- » N°119 : Contestations environnementales locales et vote écologiste
- » N°118 : Retour de Nicolas Sarkozy : le délicat choix de la ligne
- » N°117 : Les Français et les agriculteurs
- » N°116 : Les votes juifs : poids démographique et comportement électoral des juifs de France
- » N°115 : Gendarmes mobiles et gardes républicains : un vote très bleu-marine
- » N°114 : Les pièges cachés de la réforme territoriale
- » N°113 : Le vote Troadec ou quand les Bonnets rouges s'invitent aux urnes
- » N°112 : Européennes 2014 : le FN étend son audience et se renforce dans ses bastions
- » N°111 : Retour sur les causes de la déroute de la gauche aux municipales
- » N°110 : Le 21 avril marseillais
- » N°109 : Premières analyses sur les résultats du FN des municipales
- » N°108 : Les enseignements de la poussée frontiste au 1^{er} tour des municipales
- » N°107 : Le vote pied-noir : mythe ou réalité ?
- » N°106 : Les listes FN aux municipales : un révélateur de l'implantation militante et de l'audience électorale du parti
- » N°105 : L'infidélité en France et en Europe
- » N°104 : Votes paysans
- » N°103 : Les Européens et la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne

» Selon un sondage Ifop pour *Paris Match*, pas moins de 97% de nos concitoyens jugeaient qu'il était nécessaire que les Français se rassemblent par-delà leurs différences et fassent preuve d'unité nationale suite aux attentats que nous venons de connaître. Ce souhait unanime a été exhaussé d'une manière spectaculaire au travers des manifestations qui ont rassemblé partout en France plus de 4 millions de personnes. Les images étaient impressionnantes et dans la plupart des villes où des cortèges étaient organisés, jamais autant de personnes n'avaient défilé depuis plusieurs dizaines d'années, la manifestation parisienne ayant été comparée à la foule venant acclamer le Général de Gaulle sur les Champs Elysées, lors de la libération de la capitale en août 1944.

Sur la base de ces chiffres record et des reportages montrant de véritables marées humaines, l'image d'une population communiant dans un même mouvement pour la défense de la liberté d'expression et de la République et en mémoire des 17 victimes des terroristes djihadistes s'est imposée. Mais cette unité nationale s'est-elle manifestée avec la même ferveur partout en France ? Une simple observation à « l'œil nu » permet d'en douter et laisse apparaître d'importants écarts en termes de manifestants pour des villes de tailles comparables. C'est le cas par exemple entre Lille (40 000 manifestants) et Bordeaux (140 000) ou bien encore entre Le Mans (20 000) et Clermont-Ferrand (70 000).

1. Une mobilisation très variable selon les régions

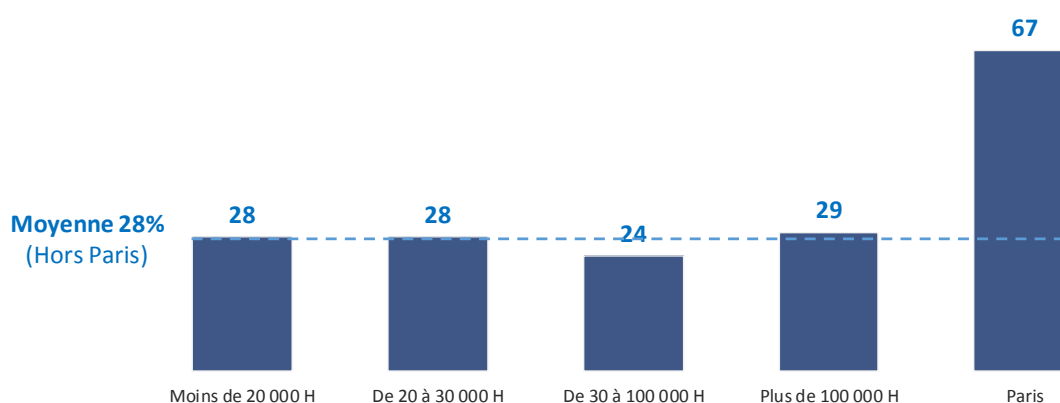
Partant de ces premières constatations, nous avons calculé un taux de mobilisation pour les 130 villes dont l'AFP a publié le nombre de participants. Le taux a été calculé en rapportant le nombre de manifestants à la population de la commune. Ce taux n'est pas, bien entendu, à prendre au pied de la lettre dans la mesure où, d'une part, les comptages effectués par les forces de l'ordre ne sont pas toujours extrêmement précis et où, d'autre part, on sait que tous les manifestants dans une ville n'étaient pas forcément résidents de cette ville, certains habitant dans les communes alentours.

Mais on peut penser que ces biais se retrouvent partout de telle sorte qu'ils rendent possible et pertinente une comparaison entre les différentes villes. Une fois calculé, ce taux de mobilisation fait ressortir des disparités très importantes entre les 130 communes pour lesquelles nous avons pu récupérer les chiffres du nombre de manifestants. Le taux oscille entre 71% (c'est-à-dire un ratio de 71 manifestants pour 100 habitants) à Grenoble ou Rodez et seulement 3% au Havre voire 2% à Hénin-Beaumont. En dépit des limites inhérentes à ce type de calcul, l'ampleur des écarts observés est telle que l'hypothèse d'une unité nationale s'étant exprimée avec une intensité très différente sur le territoire doit être retenue.

Dès lors, il convient de s'interroger sur les facteurs pouvant expliquer ces variations. La météo ne peut pas être invoquée dans la mesure où elle fut assez homogène partout en France ce week-end là. La pluie n'empêcha d'observer un taux de mobilisation de 40% à Annecy et de 35% à Chambéry alors que malgré de belles éclaircies, ce ratio ne fut que de 14% à Reims, 12% à Boulogne-sur-Mer ou de 7% à Dunkerque¹.

A l'instar de la météo, la taille de la commune n'a pas joué (Paris excepté) sur l'intensité de la mobilisation qui n'a pas été proportionnellement plus forte dans les grandes métropoles ou inversement dans les petites villes comme le montre le graphique suivant.

Ratio nombre de manifestants/nombre d'habitants selon la taille de la commune



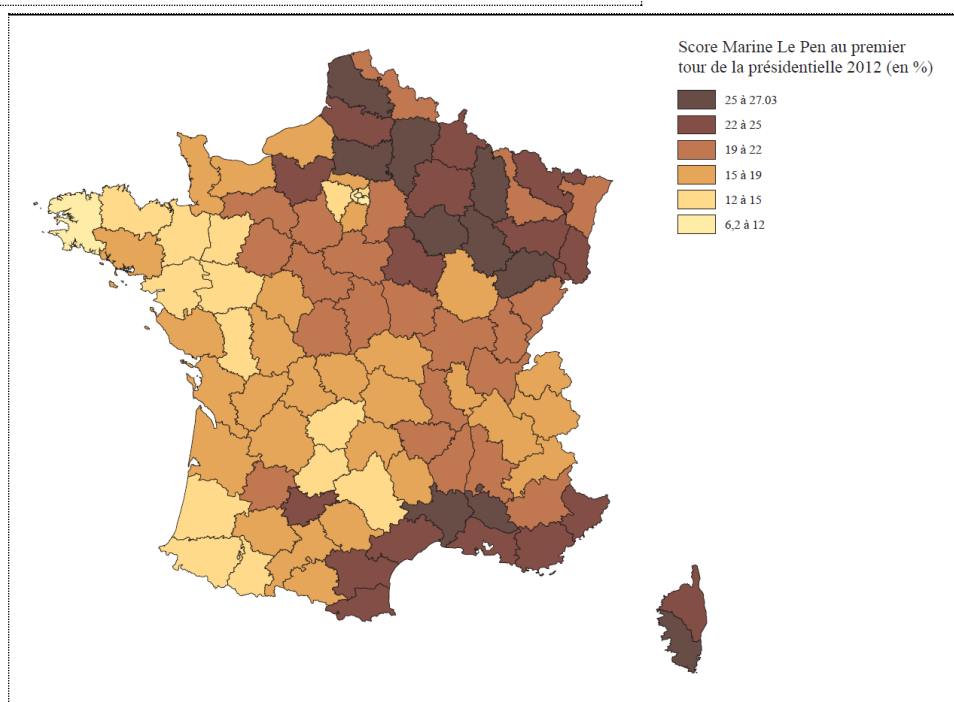
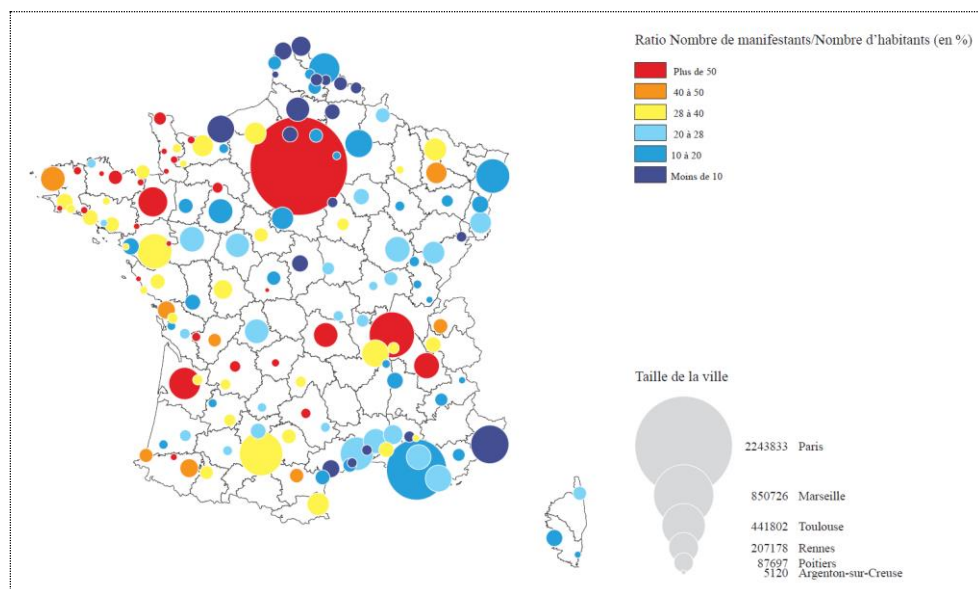
Note de lecture : Dans les communes de moins de 20 000 habitants, on a compté en moyenne 28 manifestants pour 100 habitants.

¹ Si la météo n'a donc pas eu d'impact déterminant, il semble en revanche que le jour retenu ait une incidence non nulle. Sur toutes les villes de province (nous excluons Paris de nos calculs, car compte-tenu de son poids démographique. La capitale « fausse » les moyennes), il semble que le dimanche ait été plus propice aux défilés (ratio de 44% dans les communes où les manifestations eurent lieu le dimanche) que le samedi (20%), traditionnel jour des courses. La moyenne s'établissant à 28% sur l'ensemble des villes de provinces.

Mais si la mobilisation n'a pas été sensible au critère de la taille de la commune, de vrais clivages géographiques se font jour. Les villes de Rhône-Alpes (avec un taux moyen de 51%), du Grand Ouest (35% pour la Bretagne, les Pays de la Loire et la Basse-Normandie) et du Sud-Ouest (36% pour l'Aquitaine, Midi Pyrénées, Poitou-Charentes et le Limousin) furent en pointe quand les communes méditerranéennes (19% seulement pour PACA et Languedoc-Roussillon) et surtout du Nord-Est (11% pour Picardie, Champagne Ardenne et Nord-Pas-de-Calais) participèrent beaucoup moins à l'expression de ce moment de communion nationale. Tout se passe donc comme si les mots d'ordre pourtant très fédérateurs des organisateurs n'avaient pas rencontré le même écho partout sur le territoire. Par-delà les images de foules gigantesques défilant derrière les mêmes slogans, l'unité nationale était en réalité quelque peu fissurée.

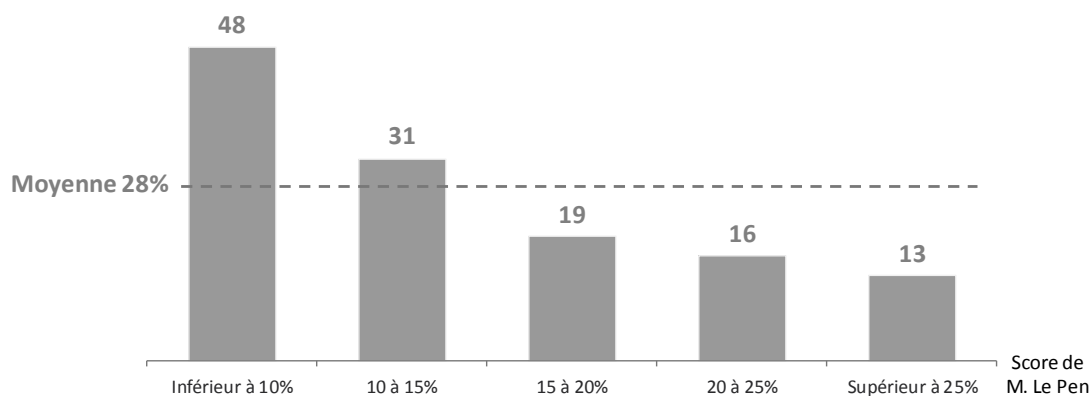
2. Une carte de la mobilisation qui renvoie en creux à celle du vote FN et de l'abstention

Cette ligne de fracture renvoie en fait à une carte que nous connaissons bien, c'est celle du vote Front National.



Comme le montrent ces cartes, réalisées par Sylvain Manternach, les régions à fortes mobilisations correspondent aux terres de missions du parti lepéniste et, inversement, les territoires qui se sont le moins mobilisés à ses bastions traditionnels. Le taux de mobilisation est de fait très indexé sur le score de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle².

Ratio nombre de manifestants/nombre d'habitants en fonction du score de Marine Le Pen à la présidentielle



Note de lecture : Dans les communes où Marine Le Pen a obtenu moins de 10% à l'élection présidentielle, on a compté en moyenne 48 manifestants pour 100 habitants.

Illustration symptomatique de cette relation, c'est à Hénin-Beaumont, ville conquise au premier tour des municipales par le frontiste Steeve Bliois et fief de Marine Le Pen, que le taux de mobilisation a été le plus faible (2%). Il fut également très bas à Lens (3%), à Calais (4%) ou à Nice (8%). Au regard de ces données, on peut penser que l'électorat du FN s'est moins mobilisé, sans doute en réaction au fait que les autres partis ne l'aient pas associé aux manifestations et aussi du fait que ces électeurs se reconnaissent moins dans les mots d'ordre (cf. le tweet de Jean-Marie Le Pen) et qu'ils estimaient que ces manifestations relevaient d'une opération de communication politique masquant sous des slogans consensuels le sujet principal à leurs yeux : celui du péril islamiste.

Mais statistiquement parlant, le désintérêt de l'électorat frontiste ne saurait expliquer à lui seul le déficit de mobilisation dans ces villes. Une large part de la population locale de ces communes s'est sans doute sentie moins impliquée et moins concernée par ce combat et ces valeurs communes et est plus désabusée concernant l'avenir de la France. Ce n'est pas un hasard si le taux de mobilisation est également corrélé négativement (mais un peu moins fortement qu'avec le vote FN) avec le score du « non » au référendum de 2005. Les villes et les régions qui avaient le plus massivement voté contre le TCE sont, en moyenne, celles dont les citoyens sont les moins descendus dans la rue le week-end dernier. Après s'être fortement exprimés « contre » en 2005, la nécessité de se mobiliser « pour » leur est apparue moins évidente.

S'opposent ainsi une France qui a « décroché » et qui ne s'est pas identifiée outre mesure à ce combat et une France qui va mieux, qui regarde plus positivement l'avenir et qui s'est beaucoup plus mobilisée.

² Il n'y a pas en revanche de corrélation significative avec le vote Sarkozy ce qui semble indiquer que l'électorat de droite ne s'est ni sur-mobilisé ni sous-mobilisé.

Cette dernière correspond aux régions qui avaient voté « oui » au référendum de 2005 (Ouest, Rhône-Alpes et Paris) et comprend également les métropoles universitaires (Grenoble : 71% de mobilisation, Bordeaux : 59%). Comme le montre le tableau suivant, les grandes villes universitaires ont en effet systématiquement davantage manifesté que les villes voisines de taille comparable.

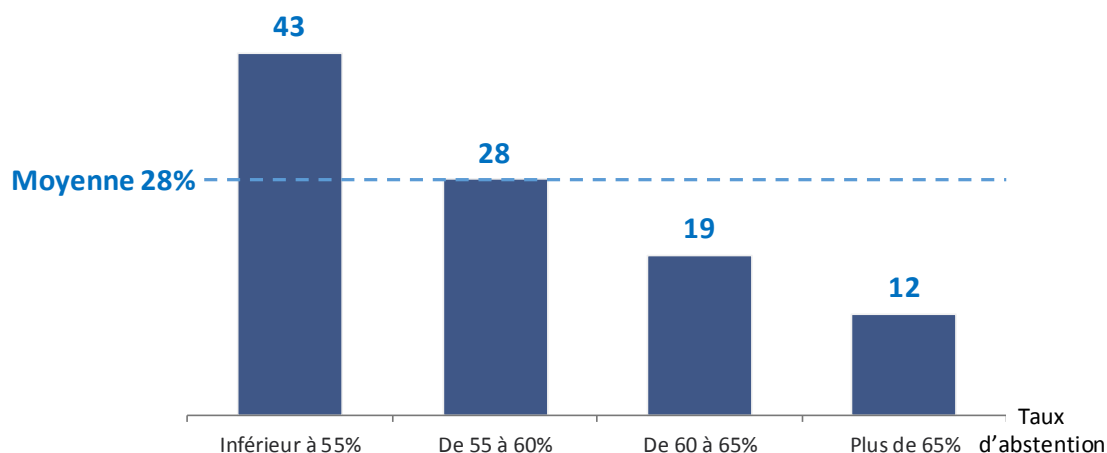
Une mobilisation plus importante dans les villes universitaires

Villes universitaires	Ratio	Villes voisines	Ratio	Ecart
Rennes	60%	Nantes	28%	+32 points
Nancy	47%	Metz	37%	+10 points
Rouen	32%	Le Havre	5%	+27 points
Tours	26%	Le Mans	14%	+12 points

Ceci ne renvoie pas au poids plus important de la jeunesse dans ces villes (car les calculs montrent que le taux de mobilisation n'est pas indexé sur la structure démographique des communes) mais au climat d'opinion spécifique régnant dans ces villes, plus ouvertes mais aussi, on le voit, plus attachées à la liberté d'expression et aux valeurs mises en avant dans les défilés.

Ces messages et ces slogans ont également davantage résonné dans les villes habituellement les plus civiques, comme si descendre dans la rue à cette occasion était une façon complémentaire de l'acte de voter pour manifester sa citoyenneté active. On constate en effet, une corrélation assez nette entre le taux de participation aux dernières élections européennes et le ratio de mobilisation du week-end dernier. Plus les citoyens s'étaient détournés des urnes en mai dernier et moins ils ont été enclins à battre le pavé pour défendre le pacte républicain, la liberté de la presse et dire non au terrorisme. Bien que très puissant et spectaculaire le sursaut citoyen n'a donc pas été partagé partout avec la même intensité et n'a pas non plus arraché à l'anomie civique les pans entiers du territoire qui y sont plongés depuis des années.

Ratio nombre de manifestants / nombre d'habitants en fonction du taux d'abstention aux européennes



Note de lecture : Dans les communes où l'abstention aux européennes a été inférieure à 55%, on a compté en moyenne 43 manifestants pour 100 habitants.

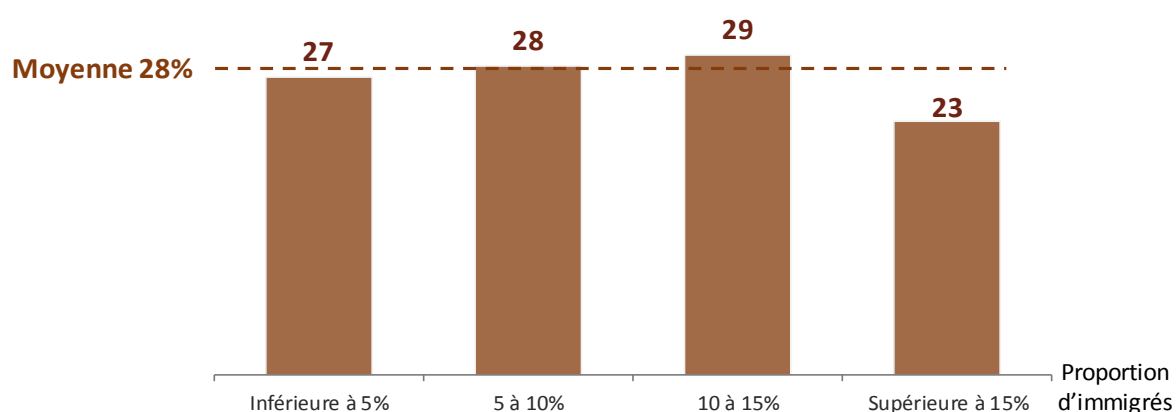
3. Une moindre mobilisation des musulmans ?

Même si la foule des cortèges était relativement bigarrée, de nombreux reportages publiés dans la presse ont montré que la mobilisation « pour Charlie » n'allait pas forcément de soi dans une partie de la population de confession musulmane. Sans aller jusqu'à approuver les attentats, de nombreux musulmans, jeunes et moins jeunes, ont déclaré aux journalistes qu'ils avaient été blessés par les caricatures du Prophète publiées dans *Charlie Hebdo*. D'autres ont évoqué leur incompréhension face au fait que Dieudonné soit condamné pour ses propos et pas *Charlie Hebdo* pour ses dessins. D'autres enfin ne se sont pas vraiment sentis concernés par cet appel à la mobilisation. Certains observateurs ont mis en avant cette posture distanciée d'une partie de la population musulmane pour expliquer le relativement faible nombre de manifestants à Marseille (115 000 manifestants comptabilisés entre le samedi et le dimanche pour une population de 850 000 personnes soit un ratio de 14%, très inférieur à la moyenne nationale).

Même en mettant en regard ville par ville le taux de manifestants et le poids de la population immigrée, il est difficile de statuer clairement sur cette question. D'une part, parce que la population immigrée recensée par l'INSEE équivaut en moyenne à 9% de la population des villes sur lesquelles nous avons travaillé, soit un taux relativement limité qui n'est pas de nature à peser suffisamment sur les scores globaux (contrairement au vote en faveur de Marine Le Pen qui s'établissait en moyenne à 16% sur l'ensemble de ces villes). Et, d'autre part, parce que la population musulmane ne correspond pas à la population immigrée. De nombreux immigrés ne sont pas de confession musulmane et inversement une partie des musulmans (de la deuxième et de la troisième génération) n'est pas immigré puisqu'elle est née française en France.

Quand on croise néanmoins le ratio de mobilisation avec le pourcentage d'immigrés dans la population locale, on obtient les résultats suivants.

Ratio nombre de manifestants / nombre d'habitants en fonction de la proportion d'immigrés dans la commune



Note de lecture : Dans les communes comportant moins de 5% d'immigrés, on a compté en moyenne 27 manifestants pour 100 habitants.

Ces tendances ne sont guère probantes, on peut juste noter que dans la strate de communes abritant les plus nombreuses populations immigrées (plus de 15% de la population communale), le taux de mobilisation est un peu plus faible qu'ailleurs. Un certain nombre d'exemples illustrent ce constat : seulement 8% de mobilisation à Nice ou Montbéliard, 17% à Strasbourg, 18% à Saint-Claude et 19% à Orléans. Mais d'autres villes comptant d'importantes communautés immigrées ont affiché des taux de mobilisation plus élevés : 30% à Apt, 31% à Vienne, 32% à Blois et 35% à Saint-Etienne. Au regard de ces données, l'hypothèse d'un boycott massif des manifestations par les musulmans est donc invalidée même si on peut penser, qu'en tendance, la mobilisation a sans doute été moins forte qu'ailleurs dans cette partie de la population.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com

Cartographie : Sylvain Manternach